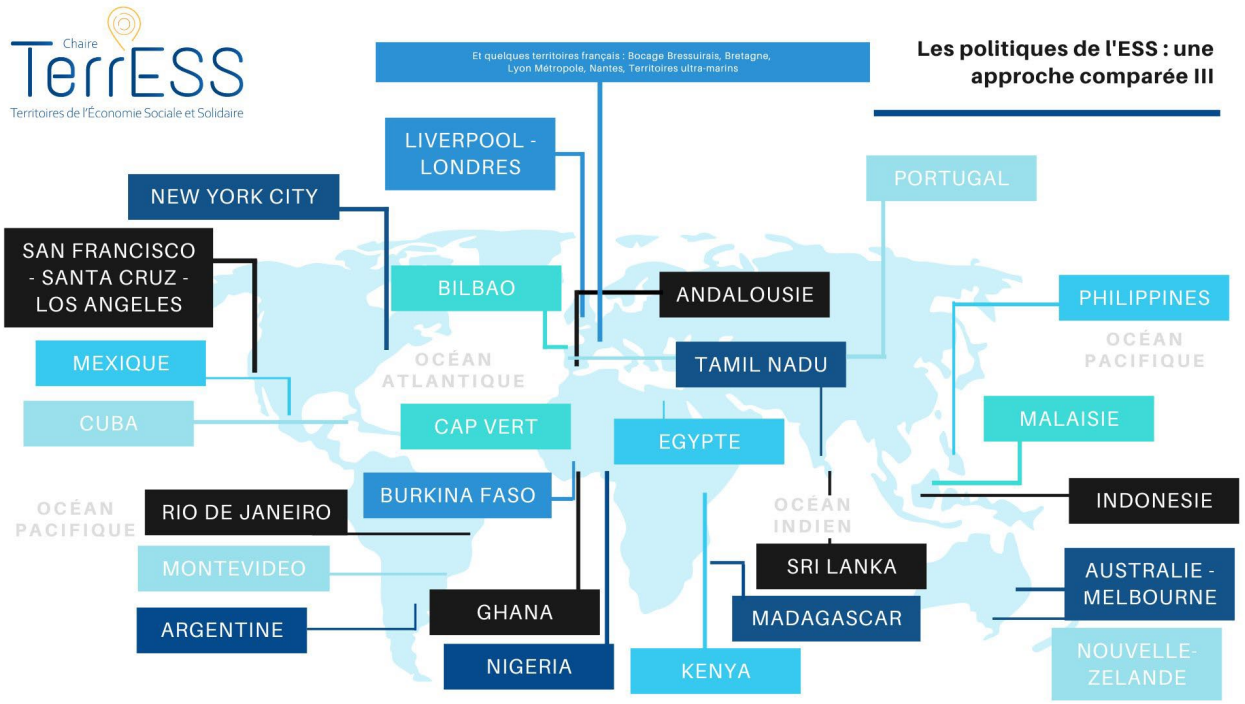
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Sri Lanka

Par Emma BUFFARD, Raphaëlle VILLEDIEU, Juliette DHUIT, Léonie THEBAUD

Malgré près de trois décennies de conflit armé, le Sri Lanka fait figure de réussite en matière de développement, avec un recul significatif de la pauvreté et un indice de développement humain (IDH) relativement élevé pour la région, se classant parmi les premiers pays d'Asie du Sud avec un score de 0,782 en 2023, selon le PNUD. Le pays a bénéficié d'un rythme de croissance robuste et stable, avec un taux moyen de 5,5 % par an entre 2000 et 2019. Le retour de la paix en 2009 a favorisé un boom des investissements dans les infrastructures, le tourisme et les services - secteurs considérés plus productifs et à plus forte valeur ajoutée. Toutefois, cette trajectoire ascendante a été brutalement freinée par une crise économique en 2022, révélant des fragilités structurelles latentes. Une dette publique abyssale, culminant à 128% du PIB, conjuguée à une inflation galopante dépassant 50 % et à des réserves de change quasi nulles, ont plongé le pays dans un état de précarité économique, nécessitant l'intervention du Fonds Monétaire International avec un plan de soutien de 2,9 milliards de dollars. Si la roupie sri-lankaise a subi une dépréciation sévère, les effets sur le pouvoir d'achat et la pauvreté ont été dévastateurs, touchant 25% de la population, contre 11% avant la pandémie (Asian Development Bank, 2023). Toutefois, le pays tire parti de sa dynamique de décentralisation amorcée dans les années 1980 et renforcée au début des années 2000 par le 13e amendement constitutionnel. Cette approche, qui vise à réduire les disparités régionales et à impliquer davantage la société civile dans la gouvernance, reste freinée par des capacités administratives limitées et une défiance persistante des citoyens envers les institutions, héritées de la guerre civile et de la corruption. Malgré cela, certaines régions voient émerger des initiatives locales en matière d'éducation, d'agriculture et de santé, illustrant la résilience des acteurs locaux. Face aux carences de l'Etat, les réseaux communautaires, tels que les associations religieuses et les temples, jouent un rôle crucial en organisant des collectes de fonds et des programmes sociaux, notamment grâce à des pratiques comme le zakat dans les régions musulmanes. L'organisation de la société civile sri-lankaise demeure un pilier essentiel, particulièrement dans la gestion des catastrophes naturelles, un défi récurrent pour cette île vulnérable aux inondations et aux glissements de terrain. Depuis le tsunami de 2004, qui a marqué un tournant dans la solidarité communautaire, les ONG locales et internationales, telles qu'Oxfam et CARE International, s'efforcent d'encourager la résilience climatique et l'autonomie économique, notamment à travers le soutien aux coopératives agricoles et à l'entrepreneuriat féminin. À ces efforts s'ajoute le soutien de partenaires internationaux comme la Banque mondiale, qui a financé le programme *Gemini Riya* pour renforcer les capacités villageoises, et la SAARC, dont les projets visent à stimuler l'intégration régionale et les petites entreprises. La société civile s'impose ainsi progressivement comme un acteur indispensable aux transformations sociales de la société sri lankaise, il est donc logique qu'elle porte aussi les bases de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) du pays, à travers de nombreuses organisations et entreprises locales, visant à une plus grande intégration des groupes marginalisés.

Les cadres institutionnels et juridiques de l'ESS au Sri Lanka :

Contrairement à d'autres pays comme la Corée du Sud qui disposent de lois cadres, le Sri Lanka ne dispose pas d'une définition juridique explicite de l'économie sociale et solidaire, ni d'une loi-cadre ou même d'une loi qui lui est spécifiquement relative. Cette lacune reflète une diversité

d'approches et d'interprétations qui compliquent l'élaboration de politiques publiques cohérentes.

Le cadre juridique encadrant l'économie sociale et solidaire au Sri Lanka repose donc sur un corpus fragmenté de textes législatifs et réglementaires, établis sur plusieurs décennies. Parmi ces réglementations, le Companies Act (No. 7 of 2007) constitue l'un des textes de référence pour encadrer les sociétés au Sri Lanka. Cette loi régit les sociétés constituées ou enregistrées dans le pays, en détaillant les exigences relatives à la comptabilité, à la gouvernance et aux déclarations légales. Bien qu'elle ne mentionne pas explicitement l'ESS, elle offre une base juridique pour le fonctionnement des entreprises sociales, qui cherchent à concilier objectifs sociaux et rentabilité économique. Ces entreprises, en opérant à la croisée des secteurs public et privé, jouent un rôle croissant dans le paysage économique national. L'Ordonnance sur les Sociétés Coopératives n°7 de 1911 représente un cadre essentiel pour les coopératives sri-lankaises. Introduite au début du XXe siècle, cette ordonnance visait initialement à structurer les coopératives agricoles et artisanales. Elle a été régulièrement amendée pour refléter les évolutions économiques et sociales, le dernier amendement significatif datant de 1992. Ce texte illustre l'importance historique des coopératives dans la réduction de la pauvreté et la promotion du développement rural, en particulier dans les régions périphériques du Sri Lanka. Par ailleurs, la Loi sur les Organisations de Service Social Volontaire n°31 de 1980 joue un rôle clé dans le fonctionnement des organisations de la société civile (OSC). Ce texte offre des directives spécifiques pour la création, l'administration et la supervision de ces entités, qui constituent une composante majeure de l'ESS au Sri Lanka. Ces OSC, souvent en partenariat avec des ONG internationales, sont impliquées dans une multitude de domaines, tels que l'éducation, la santé, l'environnement et la lutte contre les inégalités sociales. Leur flexibilité et leur proximité avec les communautés locales leur permettent de combler les lacunes des services publics dans certains secteurs.

La politique des petites et moyennes entreprises (PME) de 2016 constitue une pierre angulaire, plaçant l'entreprenariat social au centre des priorités économiques pour réduire la pauvreté, créer des emplois et promouvoir la production éthique et le commerce équitable. Cette politique reconnaît les PME comme moteurs de changement économique et social, intégrant des dimensions environnementales. Environ 80% des entreprises au Sri Lanka sont des PME, ce qui souligne leur poids économique.

Juridiquement, plusieurs lois permettent le développement des entités ESS. La Companies Act (No. 7 of 2007) permet l'enregistrement d'entreprises sociales sous le statut de "companies limited by guarantee", adapté aux missions sociales. Les coopératives, quant à elles, sont régies par le Cooperative Societies Act (1992), une structure juridique cruciale pour les initiatives communautaires rurales. Enfin, la Voluntary Social Service Organisations Act (1980) supervise les ONG et les organisations de services sociaux, complétant un cadre juridique permissif mais non centralisé. Bien que ces lois constituent une base solide, le Sri Lanka ne dispose pas d'une loi-cadre unique dédiée à l'ESS, ce qui limite l'institutionnalisation et la reconnaissance globale du secteur.

Les politiques liées à l'ESS sont pilotées principalement par le Ministère de l'Industrie et du commerce, qui travaille en étroite collaboration avec des institutions telles que la National

Enterprise Development Authority (NEDA), qui favorise le développement des PME et des entreprises sociales. Ces dernières constituent une part essentielle du tissu économique national et incluent de nombreuses entités relevant de l'ESS. Le programme phare de la NEDA, le B500 Project, vise à renforcer la compétitivité des entreprises locales sur les marchés internationaux tout en soutenant des modèles économiques inclusifs et durables.

Les entreprises sociales, principales représentantes de l'ESS dans le pays, se distinguent par leur double mission : répondre à des besoins sociétaux tout en assurant une viabilité économique. Ces entreprises, largement concentrées dans les secteurs de l'agriculture biologique, de l'artisanat et des énergies renouvelables, jouent un rôle crucial dans la réduction des inégalités sociales. Cependant, l'absence d'un cadre légal spécifique pose des obstacles importants. Les acteurs de l'ESS doivent souvent naviguer dans un environnement réglementaire ambigu, où les mécanismes fiscaux incitatifs et les dispositifs de soutien institutionnel sont insuffisants. Néanmoins, des discussions récentes, menées par des universitaires, des ONG et des responsables politiques, ont évoqué la possibilité de créer une législation spécifique pour ce secteur.

Le panorama et l'impact de l'ESS : chiffres, structures et enjeux

Le paysage de l'ESS au Sri Lanka est dominé par trois types principaux de structures : les coopératives, les organisations de la société civile (OSC) et les entreprises sociales.

Les coopératives occupent une place centrale dans le développement économique local, notamment dans les secteurs agricole, artisanal et financier. Leur origine remonte à la période coloniale, où elles ont été mises en place pour structurer et stabiliser les activités économiques locales. Aujourd'hui, elles continuent d'assurer un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales. Les coopératives agricoles, par exemple, facilitent l'accès aux ressources, la mutualisation des moyens de production et la commercialisation des produits à des prix justes.

Les OSC jouent un rôle supplémentaire dans la lutte contre les inégalités sociales et la promotion des droits fondamentaux. Actives dans des domaines aussi variés que l'éducation, la santé, la justice sociale et l'égalité des genres, elles complètent souvent l'action de l'État en ciblant des populations vulnérables. En collaborant avec des partenaires internationaux et des donateurs, les OSC disposent d'une flexibilité leur permettant de répondre rapidement aux besoins locaux tout en intégrant des stratégies globales de développement.

Enfin, les entreprises sociales représentent une forme innovante et dynamique de l'ESS au Sri Lanka. Selon des estimations, elles seraient entre 6 000 et 15 000 à opérer sur l'ensemble du territoire, bien que leur distribution reste inégale. Leur croissance est remarquable : près de 38 % d'entre elles ont été créées au cours des dix dernières années. Ces entreprises se démarquent par leur double objectif : générer des revenus tout en répondant à des problématiques sociales ou environnementales. Leur action se concentre notamment sur l'éducation, l'emploi des populations marginalisées et la promotion de pratiques durables.

L'impact de l'ESS au Sri Lanka est profond et multiforme. Sur le plan social, les initiatives ESS contribuent à réduire les inégalités, à favoriser l'inclusion et à autonomiser les communautés. Les coopératives, par exemple, permettent aux agriculteurs et artisans locaux de renforcer leur pouvoir de négociation face aux intermédiaires, tout en accédant à des infrastructures de soutien, comme les crédits à faible taux ou la formation technique.

Les entreprises sociales, quant à elles, ciblent des problèmes structurels tels que le chômage, les inégalités de genre et la pauvreté. En offrant des opportunités d'emploi et de formation à des populations marginalisées, elles jouent un rôle clé dans la dynamisation de l'économie locale. Par ailleurs, leur modèle hybride, combinant rentabilité et finalité sociale, favorise la résilience économique, en particulier dans des contextes marqués par des crises répétées.

Sur le plan environnemental, l'ESS joue un rôle crucial dans la transition vers une économie durable. Des initiatives telles que l'agriculture biologique, la gestion des déchets et le développement des énergies renouvelables s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à atténuer les effets du changement climatique. Ces efforts contribuent non seulement à préserver les ressources naturelles, mais aussi à sensibiliser les populations locales aux enjeux environnementaux.

Enfin, l'ESS génère un impact économique significatif, en particulier dans les régions rurales. Les coopératives et les entreprises sociales stimulent l'économie locale par la création d'emplois directs et indirects, tout en renforçant les liens communautaires. Leur capacité à mobiliser des ressources locales et internationales en fait des acteurs-clés du développement inclusif au Sri Lanka.

En mobilisant des ressources locales, l'ESS au Sri Lanka apporte des contributions significatives à plusieurs ODD.

- Objectif 1 : pas de pauvreté. Les coopératives agricoles et artisanales permettent aux producteurs de vendre leurs produits à des prix justes, soutenant ainsi les revenus des communautés rurales ;
- Objectif 8 : travail décent et croissance économique ;
- Objectif 10 : réduction des inégalités ;
- Objectif 13 : mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ;
- Objectif 17 : partenariats pour la réalisation des objectifs.

Un écosystème diversifié au service du développement inclusif

Le panorama actuel de l'ESS au Sri Lanka se caractérise par une diversité d'acteurs : coopératives, organisations de la société civile, entreprises sociales et ONG œuvrent dans différents secteurs d'activité. Cette pluralité s'étend géographiquement, les structures ESS étant présentes dans les 25 districts du pays, avec une forte croissance du nombre de nouvelles initiatives - près de 38% des entreprises sociales ont moins de 10 ans d'existence.

La politique d'ESS résulte d'une évolution hybride, mêlant initiatives locales et interventions gouvernementales. Historiquement, les coopératives et les OSC ont joué un rôle central dans la mise en œuvre des politiques publiques, telles que la distribution d'eau ou la construction d'infrastructures agricoles. L'État a souvent agi en second lieu pour structurer ces initiatives, comme en témoigne la loi de 1911 sur les coopératives. Aujourd'hui, l'ESS contribue activement aux Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment :

- ODD 1 : Éradication de la pauvreté ;
- ODD 8 : Travail décent et croissance économique ;
- ODD 10 : Réduction des inégalités ;
- ODD 12 : Consommation et production responsables.

Plusieurs instruments de soutien sont en place pour encourager ces contributions. Par exemple, les subventions publiques et les programmes de microcrédit permettent à des milliers de petites entreprises de survivre et de se développer. Les incubateurs comme Lanka Social Ventures (LSV), offrent des formations spécialisées pour les entrepreneurs sociaux, contribuant à renforcer leurs compétences et leur impact.

En termes d'innovation, le Sri Lanka voit l'émergence de projets prometteurs dans des domaines tels que la gestion durable des déchets et l'agriculture biologique. Par exemple, des coopératives de collecte de déchets ont permis une meilleure reconnaissance sociale et une intégration économique des travailleurs informels tout en réduisant l'impact environnemental.

Annexes

1. **Estimation du nombre total d'entreprises sociales au Sri Lanka, étude du British Council.**

Table 2: Estimated total number of social enterprises in Sri Lanka

Source	Total number	Social enterprise prevalence rate	Expected total number of social enterprises (= Total*Prevalence rate)
NGOs	983	5%	50
Co-operatives	10,418	27%	2800
MSMEs	1,017,267 Only 8% formally constituted (81,381)	10%	8100
Total	C 11,000		

2. Extrait de la loi sur les coopératives (1911) : extrait concernant les conditions pour être considéré comme une coopérative.

Article 3, chapitre 1:

3. Societies which may be registered.

Subject to the provisions hereinafter of the principal enactment contained—

(*a*) a society which has as its object the provision, in accordance with co-operative principles, of specified services contributing to the economic social, educational and cultural welfare of its members;

(*b*) a society consisting of registered societies as its members established with the object of facilitating the operation of societies referred to paragraph (*a*),

may be registered under this Law with or without limited liability:

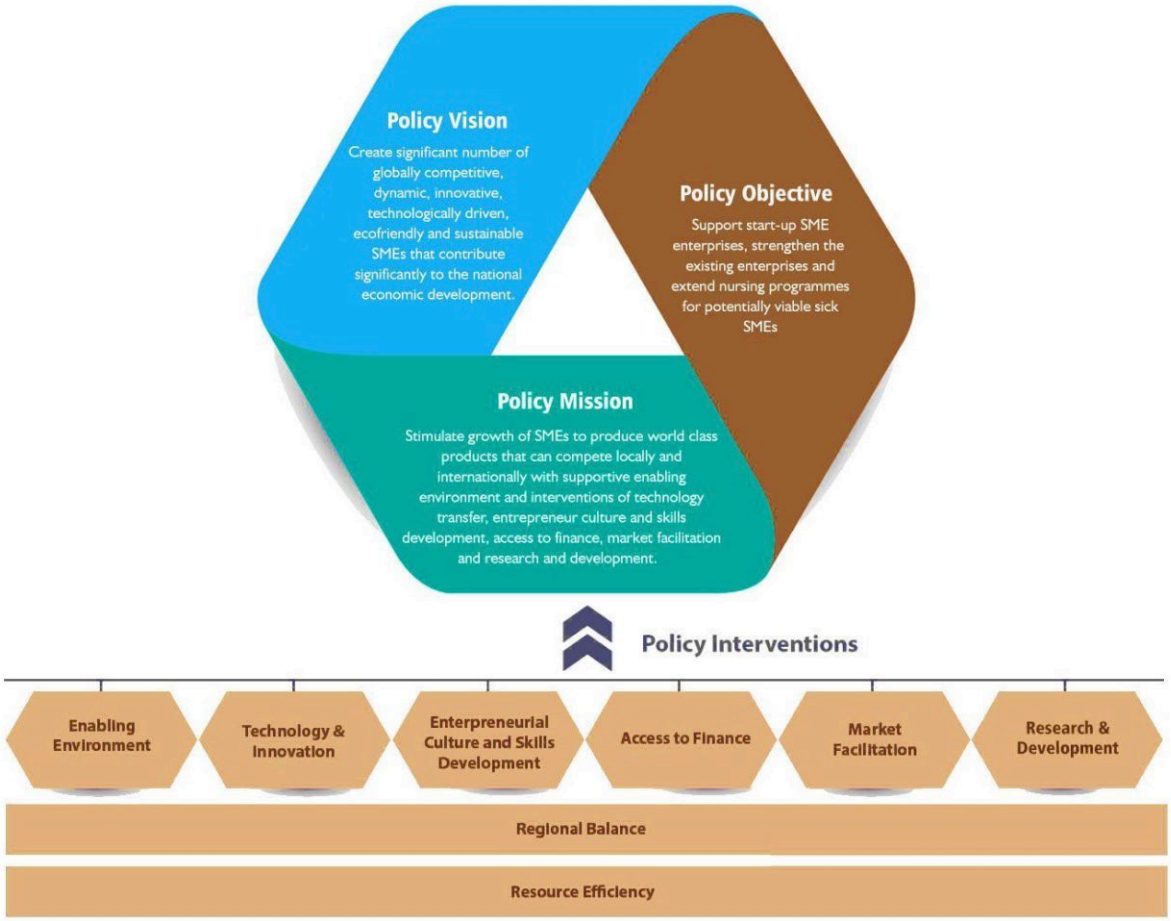
Provided that the liability of a society of which a member is a registered society, shall be limited.

https://www.srilankalaw.lk/revised-statutes/alphabetical-list-of-statutes/207-co-operative-societies-law.html

3. **The National SME Policy Framework** :

Schéma issu d'un rapport gouvernemental sri lankais sur la politique de développement des PME. Il s'agit du cadre, des piliers qui composent la politique de promotion et de développement des PME du gouvernement Sri Lankais, notamment depuis la loi de 2016.

Figure I: SME Policy Framework Matrix



http://www.sed.gov.lk/sedweb/en/wp-content/uploads/2017/03/SME-fram-work_eng.pdf

4. Sarvodaya Shramadana Movement.

සර්වෝදය
சர்வோதயம்
Sarvodaya

Lorsqu'on évoque les initiatives citoyennes sri lankaises, l'exemple de l'ONG Sarvodaya est incontournable. Il s'agit d'un mouvement de coopération citoyenne fondé dans les années 1950, qui promeut le développement d'organisations locales et œuvre au soutien de ces initiatives issues de la société civile.

https://www.sarvodaya.org/

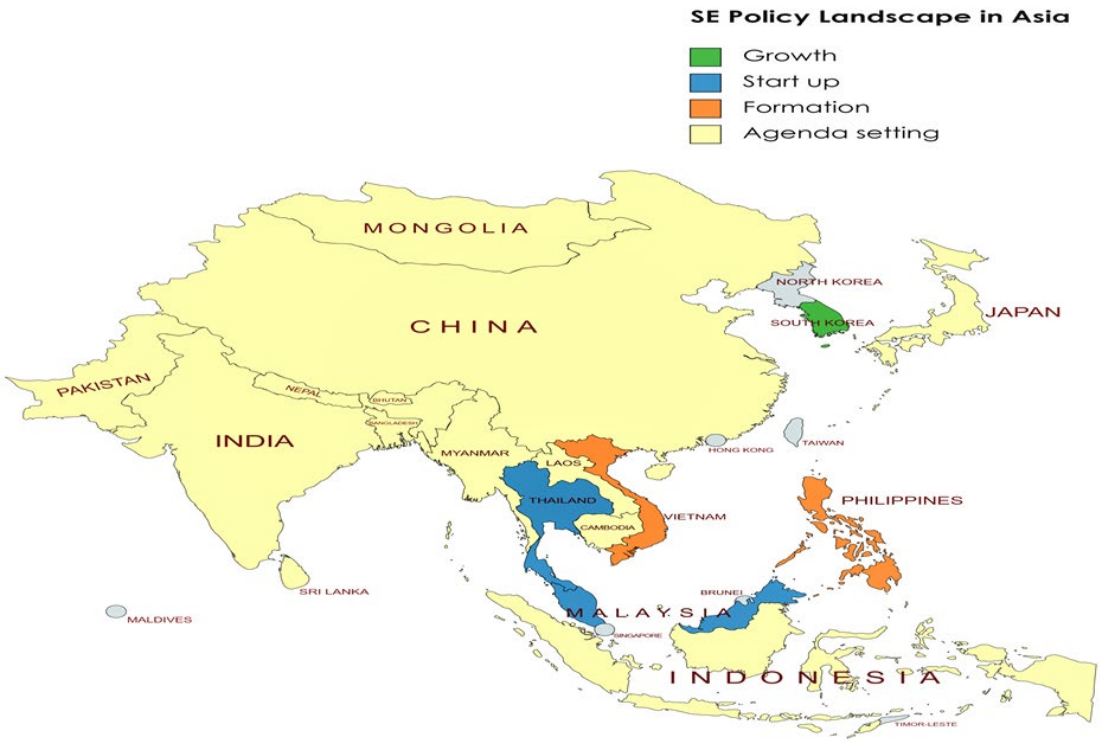
5. Principaux objectifs des entreprises sociales sri lankaises, étude du British Council

Table 11: Key objectives of respondent organisations

Objective	Number	Percentage
Creating employment opportunities (including for members)	284	77%
Improving a particular community	258	70%
Providing access to quality products or services	199	54%
Protecting the environment	196	53%
Supporting vulnerable people	117	32%
Improving health and wellbeing	135	37%
Supporting women and girls/gender equality	105	29%
Promoting education and literacy	69	19%
Promoting societal change	55	15%
Supporting vulnerable children and young people	54	15%
Fighting inequalities	45	12%
Addressing financial exclusion	43	12%
Promoting another model for work	35	10%
Supporting other social and solidarity economy organisations	30	8%
Providing affordable housing	7	2%
Other (specify)	1	0%

Source : British Council, The state of social enterprises in Sri Lanka

6. L'ESS au Sri Lanka par rapport au paysage asiatique.



https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/@coop/documents/presentation/wcms_830293.pdf

Bibliographie

The State of Social Enterprises in Sri Lanka, Lanka Social Ventures, British Council (2018)

https://repository.unescap.org/bitstream/handle/20.500.12870/5668/ESCAP-2018-RP-State-Social-Enterprises-Sri-Lanka.pdf?sequence=1&isAllowed=y

Central Bank of Sri Lanka, Annual Reports (Various)

National Policy Framework for Small Medium Enterprises (SME) Development, Ministère sri lankais de l'Industrie et du Commerce

http://www.sed.gov.lk/sedweb/en/wp-content/uploads/2017/03/SME-fram-work_eng.pdf

Amaradiwakara, A.U. and M.M.Gunatilake (2016) Factors Affecting Growth of Small and Medium Enterprises in Sri Lanka in Journal of Business & Economic Policy Vol. 3, No. 4; December 2016.

Benjamin R. Quiñones, Jr. (2021). Paysage politique de l'ESS en Asie. Présentation à la 12e édition de l'OIT SSE Academy, 15-26 novembre 2021. ASEC.

https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/@coop/documents/presentation/wcms_830293.pdf

JMM Niswi. Social Solidarity Economy, Sarvodaya Experience. Sarvodaya Shramadana Movement.

https://base.socioeco.org/docs/nj_sri_lanka.pdf

Peter Wad. (2014). Solidarity Action in Global Labor Networks. Four Cases of Workplace Organizing at Foreign Affiliates in the Global South.

Jayasuriya, L. (2001). Rethinking Social Development: Towards an Equitable Future for Sri Lanka†. South Asia Economic Journal, 2(1), 105-121.

Central Environmental Authority. (2024). Waste Collectors and Recyclers in Sri Lanka.

https://www.cea.lk/web/en/2013-05-07-07-51-07/environmental-management-and-assessment-division/2-uncategorised/1407-waste-collectors-and-recyclers-in-sri-lanka

U.S. Embassy Colombo. Grant opportunities. U.S. Ambassadors Fund for Cultural Preservation (AFCP).

https://lk.usembassy.gov/grant-opportunities/

Sitographie

Sarvodaya movement: https://www.sarvodaya.org/about-us/

Socioeco: https://www.socioeco.org/index_fr.html

Forum asiatique de l'économie solidaire: https://ripess.eu/fr/asef22-forum-asiatique-de-leconomie-solidaire/

ASEC-RIPESS : https://www.ripess.org/asec-ripess-asie-organise-conference-internationale-leconomie-transformatrice%e2%80%a8/

UNOPS : https://www.unops.org/sri-lanka